Colleges of Applied Arts and Technology

EERC

Employee/Employer Relations Committee (Academic)

Collèges d'arts appliqués et de technologie

CREE

Comité des relations employés/employeur (Personnel scolaire)

MINUTES

Friday, November 22, 2019 – 10:15 a.m.
OPSEU Regional Office
31 Wellesley Street East, Toronto

For the Union:

RM Kennedy, Co-Chair (Local 558) Martin Devitt (Local 242) Heather Giardine-Tuck (Local 240) JP Hornick (Local 556) Pearline Lung (Local 562)

Resources:

Scott Kennedy (OPSEU) Anastasios Zafiriadis (OPSEU)

For Management:

Laurie Rancourt, Co-Chair (Humber) Stephanie Ball (Durham) Janice Beatty (Sault) – *via teleconference* Heather Black (Humber) Goranka Vukelich (Conestoga)

Resources:

Peter McKeracher (CEC) Christiane Émond (CEC)

Guest:

Graham Lloyd (CEC)

Regrets:

Pat Honsberger (OPSEU)

1. Co-Chairs Welcome

a) Agenda Review

The Co-Chairs reviewed the proposed agenda and the goals of the day with the committee members. The following item is added to the agenda: Return-to-Work Webinar.

b) Approval of Previous Minutes (September 20, 2019)

The minutes of the previous meeting were approved.

c) CEC's Role

The Union welcomed Graham Lloyd, CEC's Chief Executive Officer, to today's meeting.

PROCÈS-VERBAL

Le vendredi 22 novembre 2019, 10 h 15 Bureau régional du SEFPO 31 rue Wellesley Est, Toronto

Pour le syndicat :

RM Kennedy, coprésident (section locale 558) Martin Devitt (section locale 242) Heather Giardine-Tuck (section locale 240) JP Hornick (section locale 556) Pearline Lung (section locale 562)

Personnes-ressource:

Scott Kennedy (SEFPO) Anastasios Zafiriadis (SEFPO)

Pour l'employeur :

Laurie Rancourt, coprésidente (Humber) Stephanie Ball (Durham) Janice Beatty (Sault) – par audioconférence Heather Black (Humber) Goranka Vukelich (Conestoga)

Personnes-ressources:

Peter McKeracher (CEC) Christiane Émond (CEC)

Personne invitée :

Graham Lloyd (CEC)

Absences:

Pat Honsberger (SEFPO)

1. Mot de bienvenue des coprésidents

a) Ordre du jour

Les coprésidents passent en revue l'ordre du jour et les objectifs de la réunion avec les membres du comité. Le point suivant est ajouté à l'ordre du jour : Webinaire sur le retour au travail.

b) Approbation du dernier procès-verbal (20 septembre 2019)

Le procès-verbal de la réunion précédente est approuvé.

c) Rôle du CEC

Le syndicat souhaite la bienvenue à Graham Lloyd, directeur général du CEC, à l'occasion de la présente réunion. The Union asked for further clarifications regarding CEC's role. According to the Union, while CEC claims that it does not provide direction to the colleges, CEC recently directed them not to implement a 2% increase to the part-time employees' hourly rates. The Union indicated that one of EERC's purposes was to discuss matters that have province-wide application. The Union raised its concerns regarding the terms and conditions of employment for those employees who moved in and out of the bargaining unit.

CEC indicated that EERC was created under the full-time academic collective agreement, which does not cover part-time employees' terms and conditions. CEC also stated that they do provide direction to the colleges at the conclusion of bargaining with respect to the implementation of the renewed agreement; however, outside the bargaining process, its role is limited to providing advice to colleges on the interpretation of the collective agreement. Graham Lloyd indicated that some issues could be discussed outside EERC and that a meeting with OPSEU will take place in the new year.

2. Business Arising from Previous Minutes

a) Signing of the Terms of Reference

The Terms of Reference were approved and signed by the parties.

b) Update on CAAT Academic Committee Membership

The Joint Committee Membership list will be updated and redistributed prior to the next meeting.

c) Update on SMA3 Process

Management indicated that most colleges have had their initial meeting with MCU. The committee anticipates more informed discussions can begin in the Spring of 2020.

d) Update on PSE Employee Renewal Legislation

While it is believed that this legislation will have minimal impact on the colleges, Management will continue to monitor and update the committee when further information is available.

Le syndicat demande des précisions sur le rôle du CEC. D'après le syndicat, le CEC affirme ne pas donner d'instructions aux collèges. Or ce dernier leur a demandé de ne pas augmenter de 2 p. 100 le taux horaire du personnel à temps partiel. Le syndicat fait savoir que l'une des missions du CREE consiste à discuter des questions ayant une portée provinciale. Le syndicat exprime ses inquiétudes quant aux conditions générales d'emploi des employés qui ont intégré et quitté l'unité de négociation.

Le CEC répond que le CREE a été établi en vertu de la convention collective du personnel scolaire à temps plein, qui ne couvre pas les conditions générales applicables au personnel à temps partiel. Le CEC précise également qu'il donne en effet des instructions aux collèges, à l'issue des négociations, en ce qui concerne la mise en œuvre de la convention reconduite; toutefois, en dehors du processus de négociation, son rôle se limite à prodiguer des conseils aux collèges au sujet de l'interprétation de la convention collective. Graham Lloyd explique que certaines questions peuvent être débattues hors du cadre du CREE et qu'une réunion avec le SEFPO aura lieu en début d'année.

2. Questions découlant du procès-verbal précédent

a) Signature du mandat

Le mandat est approuvé et signé par les parties.

b) Mise à jour concernant les membres du Comité du personnel scolaire des CAAT

La liste des membres des comités mixtes sera mise à jour et redistribuée avant la prochaine réunion.

c) Mise à jour concernant le processus EMS3

L'employeur indique que la plupart des collèges ont tenu leur première réunion avec le MCU. Le comité s'attend à un approfondissement des débats au printemps 2020.

d) Mise à jour sur la législation en matière de renouvellement du personnel dans le secteur postsecondaire

Si cette législation devrait avoir un impact mineur sur les collèges; l'employeur continuera de surveiller ce dossier et informera le comité dès qu'il aura de plus amples renseignements.

e) Update on MoL Monitoring of Committee Effectiveness

The parties confirmed their availability to meet with the Ministry of Labour on April 30, 2020 for a follow up session.

3. Introduction to Academic EERC Portal

Management created an electronic repository and EERC members will now be able to access the committee's documents. The colleges' intellectual policies have been uploaded on this portal. Technical issues, if any, will be reviewed at the next meeting.

4. 2019-20 Workplan

a) Articles 9.03 D, 9.03 G and 9.03 H

<u>Article 9.03 D (utilization of sessional</u> employees)

The Union indicated that the number of sessional employees reported by the colleges in the annual staffing survey does not match the number of sessional employees reported by the colleges under Article 27.12 (personnel lists). CEC will attempt to find out when the first annual data collection took place and in what context. This issue will be further discussed under item 3d) "Joint Research on Partial-Load and Sessional Teachers".

<u>Article 9.03 G (issues relating to employment equity)</u>

The committee is interested in knowing which colleges are actively working on employment equity issues. Management will reach out to the colleges in an attempt to obtain their policies relating to employee equity, diversity and inclusion.

Article 9.03 H (information supplied under 27.02 F, 27.04 & 27.12)

The Union reiterated its concern regarding the lack of consistency of the 27.12 data received across the colleges. Management will reach out to the colleges in an attempt to obtain a few examples prior to the next meeting.

The parties also agreed to set up a smaller sub-group to examine these Article 9 issues.

e) Mise à jour concernant le suivi d'efficacité du comité par le ministère du Travail

Les parties indiquent qu'elles sont disponibles le 30 avril 2020 pour participer à la réunion de suivi avec le ministère du Travail.

3. Présentation du portail du CREE (personnel scolaire)

L'employeur a créé un référentiel électronique à partir duquel les membres du CREE pourront désormais consulter les documents du comité. Les politiques en matière de propriété intellectuelle des collèges sont disponibles sur ce portail en ligne. Les problèmes techniques éventuels seront discutés lors de la prochaine réunion.

4. Plan de travail 2019-2020

a) Articles 9.03 D, 9.03 G et 9.03 H

<u>Article 9.03 D (engagements pour une période</u> limitée)

Le syndicat fait savoir que le nombre de personnes engagées pour une période limitée déclaré par les collèges dans le cadre de l'enquête annuelle sur la dotation en personnel ne correspond pas à celui déclaré par les collèges aux termes de l'article 27.12 (listes du personnel). Le CEC va se renseigner pour savoir quand et dans quel contexte s'est déroulée la première collecte de données annuelle. Cette question est également évoquée au point 3d) « Recherche conjointe sur le personnel enseignant à charge partielle et engagé pour une période limitée ».

<u>Article 9.03 G (questions relatives à l'équité en</u> matière d'emploi)

Le comité souhaite savoir quels collèges travaillent activement sur les questions relatives à l'équité en matière d'emploi. L'employeur prendra contact avec les collèges pour se procurer leurs politiques relatives à l'équité, à la diversité et à l'inclusion en matière d'emploi.

Article 9.03 H (information fournie en application des articles 27.02 F, 27.04 et 27.12)

Le syndicat réitère son inquiétude quant au manque de cohérence des données transmises par les collèges en application de l'article 27.12. L'employeur prendra contact avec les collèges pour obtenir quelques exemples avant la prochaine réunion.

Les parties conviennent également de mettre sur pied un petit sous-groupe chargé d'examiner les questions touchant l'article 9.

ember 22, 2019 Page 4

b) Intellectual Property Task Force

The first meeting of the Intellectual Property Task Force will be arranged as soon as the committee membership is confirmed. CEC agreed to staff this committee.

c) Counsellor Class Definition

The first meeting of the Counsellor Class Definition Committee will be arranged as soon as the committee membership is confirmed. CEC agreed to staff this committee.

d) Joint Research on Partial-Load and Sessional Teachers

The parties discussed the need to collect qualitative and quantitative data on partial-load and sessional employees prior to the next round of academic bargaining. The parties also discussed the possibility of using a third-party for this joint research. Each party will prepare a business case for discussion at the next meeting.

e) Accommodations and Use of Recordings

The Union outlined its position that the use of recordings is also an intellectual property issue. The Union would like to find out the colleges' policies and procedures or practices regarding the use of officially approved recordings for student accommodation purposes. Management will reach out to the colleges in an attempt to obtain this information prior to the next meeting.

f) Return-to-Work Webinar

The Union inquired about a recent webinar on return-to-work and more particularly about some of the timelines that were shared with the colleges. Management will investigate and report back at the next meeting.

5. Review of Performance-Based Funding

Management described their understanding of the ten metrics which will be used by MCU to assess institutional performance under the 2020-2025 Strategic Mandate Agreements.

b) Groupe de travail sur la propriété intellectuelle

La première réunion du Groupe de travail sur la propriété intellectuelle sera organisée dès confirmation des membres du comité. Le CEC accepte de doter ce comité en personnel.

c) Définition de classe des conseillers

La première réunion du Comité sur la définition de classe des conseillers sera organisée dès confirmation des membres du comité. Le CEC accepte de doter ce comité en personnel.

d) Recherche conjointe sur le personnel enseignant à charge partielle et engagé pour une période limitée

Les parties discutent de la nécessité de recueillir des données qualitatives et quantitatives sur les employés à charge partielle et engagés pour une période limitée avant le prochain cycle de négociation relatif au personnel scolaire. Les parties évoquent également la possibilité de faire appel à un tiers pour mener à bien ce travail de recherche. Chaque partie convient de préparer un dossier d'analyse qui sera examiné lors de la prochaine réunion.

e) Mesures d'adaptation et utilisation d'enregistrements

Le syndicat souligne que l'utilisation d'enregistrements soulève également, à ses yeux, des questions touchant la propriété intellectuelle. Le syndicat souhaite connaître les politiques et procédures ou les pratiques en vigueur dans les collèges au sujet de l'utilisation, par les étudiants, d'enregistrements officiels approuvés à des fins d'adaptation. L'employeur prendra contact avec les collèges pour obtenir des renseignements à ce sujet avant la prochaine réunion.

f) Webinaire sur le retour au travail

Le syndicat demande des renseignements au sujet d'un récent webinaire sur le retour au travail, en particulier concernant certaines des dates communiquées aux collèges. L'employeur va mener une enquête et fera un rapport lors de la prochaine réunion.

5. Examen du financement avec notion de rendement

L'employeur expose son interprétation des dix indicateurs qui seront utilisés par le MCU pour évaluer le rendement des établissements en vertu des ententes de mandat stratégiques 2020-2025.

6. Next Meeting

The next meeting is scheduled for Friday, January 24, 2020, from 9:30 a.m. to 2:00 p.m. at CEC.

Meeting adjourned at 1:50 p.m.

6. Prochaine réunion

La prochaine réunion est prévue le vendredi 24 janvier 2020, de 9 h 30 à 14 h, au CEC.

La séance est levée à 13 h 50.

SIGNED BY THE PARTIES JANUARY 24, 2020.

LA VERSION ANGLAISE A ÉTÉ SIGNÉE PAR LES PARTIES LE 24 JANVIER 2020.